

ANNEXE 6

Certificat d'affichage



Département des
YVELINES

ARRONDISSEMENT DE
VERSAILLES

CANTON DE
VERSAILLES-SUD

République Française
MAIRIE de CHATEAUFORT

Châteaufort le 11 décembre 2013

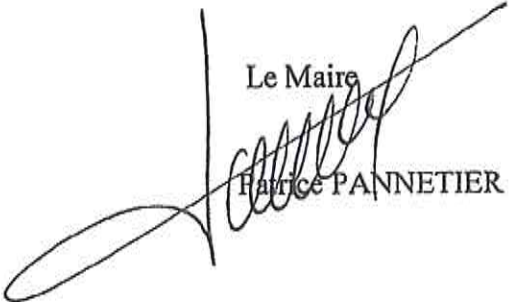
CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Patrice PANNETIER, Maire de Châteaufort, certifie avoir procédé :

- du 22/10/2013 au 11/12/2013 inclus à l'affichage, sur un panneau administratif de la mairie, de l'arrêté n°2013-05 en date du 18/10/2013 prescrivant la mise à l'enquête publique du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Châteaufort,
- du 24/10/2013 au 09/12/2013 inclus à l'affichage, sur quatre panneaux administratifs de la mairie (situés Place Saint Christophe, rue d'Ors et au Clos Brosset), de l'avis public relatif à la mise à l'enquête publique du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Châteaufort.

Délivré pour servir ce que de droit.

Le Maire


PATRICE PANNETIER

ANNEXE 7

Avis publicité dans la presse locale

Avis de marchés publics

Procédure adaptée article 28
Marchés inférieurs à 25 000 € HT

ARTISANS, CHEFS D'ENTREPRISES

Cette rubrique est faite pour vous.

Consultez les marchés publics à 25 000 €
des collectivités, établissements publics
et administrations de votre région.
Vous les retrouverez également sur le site
ouestmarches.com

Avis d'attribution

Marchés publics et privés

Commune de CARRIÈRES-SUR-SEINE

Travaux topographiques relatifs à la mission de
maîtrise d'œuvre pour des travaux d'assainissement
Avis d'attribution

Département de publication : 78.
Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : correspondant : M. la
maire, CARRIÈRES-SUR-SEINE, 1, rue Victor Hugo, B.P. 29, 78421 CARRIÈRES-
SUR-SEINE Cedex, tél. 01 30 86 89 64, fax : 01 30 86 89 14, courriel :
r.sg@carrieres-sur-seine.fr, adresse Internet : <http://www.carrieres-sur-seine.fr>
Références d'identification du marché qui figure dans l'appel d'offres :
13-10503.
Objet du marché : travaux topographiques relatifs à la mission de maîtrise
d'œuvre pour des travaux d'assainissement.
Critères d'attribution retenus : offre économiquement la plus avantageuse
appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :
- 30 % méthodologie proposée
- 30 % prix
- 20 % délais
- 20 % références et moyens correspondant à la prestation demandée
Type de procédure : procédure adaptée.
Valeur totale estimée (HT) : 3 975 Euros.
Attribution des marchés ou des lots : COGERAT, 19, rue Attilio Spinelli à
VERT SAINT-DENIS, 77246 CESSON Cedex.
Montant (HT) : 3 975 Euros.
Date d'attribution du marché : 26 mars 2013.
Nombre total d'offres reçues : 12.
Autres informations : aucune autre information.
Date d'envoi du présent avis à la publication : 18 octobre 2013.

Adjudications immobilières

78 Vente aux Enchères Publiques au T.G.I. de Versailles, Palais de Justice
- 5, place André Mignot, le mercredi 27 novembre 2013 à 9 h -
EN UN SEUL LOT.

UNE MAISON D'HABITATION (126,68 m²)
à LA VERRIERE (78)

13, avenue du Chemin Vert
De 7 pièces principales.

Mise à Prix : 114 000 € - Occupée

Pour tous renseignements, s'adresser :

Au Cabinet de Maître Emmanuel GUELLIER, membre de la SCP d'Avocats
GUELLIER & Associés, Avocat à la Cour, 21, rue des États Généraux - 78000
VERSAILLES - T. 01 39 49 10 10 - Internet www.horati.fr
Le cahier des conditions de vente est déposé au Greffe du JEX du TGI de
VERSAILLES et au Cabinet de l'Avocat, où il peut être consulté.
Visites sur place : les 16 et 22 novembre 2013 de 10h à 12h.

SCP BILLON, BUSSY-RENAUD et Associés

Avocat au Barreau de VERSAILLES

Espace Lafayette
33, avenue des États-Unis
Téléphone : 01.39.50.02.00

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

au Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES

5, place André Mignot

LE MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2013 à 9 HEURES

EN UN SEUL LOT

Guyencourt (Yvelines) - 10, place de l'Égalité

Un appartement de type F3

Un emplacement de parking et une cave

LE BIEN EST OCCUPÉ

MISE À PRIX : 115.000 Euros

Le cahier des charges peut être consulté au Greffe du Tribunal de Grande
Instance de VERSAILLES, porte 174, et au Cabinet de la SCP BILLON, BUSSY-
RENAUD et Associés. Pour visiter, téléphoner à la SCP BRUNEL - GRAS,
Husson, tél. : 01.39.24.88.20.
Les enchères ne peuvent être portées que par un Avocat inscrit au Barreau de
VERSAILLES.

Adjudications immobilières

VENTE aux enchères publiques au TGI de VERSAILLES (78)

5, place A. Mignot

LE MERCREDI 27 NOVEMBRE 2013 À 9 H EN UN SEUL LOT
UNE MAISON INDIVIDUELLE à MEULAN (78250)

70, allée de l'Île-de-France

Dans un ensemble immobilier en copropriété horizontale, composé de
211 bâtiments se répartissant en 7 zones (zones de parkings non loties, zone de
jeux d'enfants et zone d'espaces verts).

UNE MAISON INDIVIDUELLE de 82,89 M²

portant le n°35, comprenant :

- RdC : entrée, salon, cuisine ouverte, WC - 1er étage : 2 chambres, SdB
 - Sous-sol aménagé d'environ 50,31 M² - GARAGE. Terrasse et balcon.
- Justesse exclusive et particulière des cours et jardins attenants.

Visites sur place : les lundi 18 et mardi 19 novembre 2013,
de 14h.30 à 16h.30.

Mise à Prix : 60.000 € - Occupée

On ne peut enchérir que par le ministère d'un avocat du barreau de Versailles
Consignation pour enchérir : chèque de banque de 6.000 € à l'ordre du
bénéficiaire désigné, ou une somme pour les frais et émoluments dont le
montant sera indiqué par l'avocat chargé de porter les enchères.

S'adresser pour tous renseignements :

- À la SCP BILLON & ASSOCIÉS avocats, 73 bis, rue du Maréchal Foch (78)
VERSAILLES, tél. : 01 39 20 15 78 - E-mail : cabinet@avocats-billon.com

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au greffe du juge de
l'exécution du TGI de VERSAILLES ou au cabinet de l'avocat.

Avis administratifs

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE CHÂTEAUFORT

Enquête publique relative à l'élabo-
ration du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n°2013-05 en date du 18
octobre 2013, le maire de Châteaufort a
ordonné l'ouverture de l'enquête publique
sur le projet de Plan Local d'Urbanisme
de la commune de Châteaufort.

A cet effet le Président du Tribunal
Administratif de VERSAILLES a nommé
Monsieur Jean-Pierre LENTIGNAC,
Ingénieur, commissaire enquêteur titulaire,
et Monsieur Maurice BLOCH,
Géomètre Expert Foncier DPLG EP,
enquêteur suppléant.

L'enquête se déroulera dans les
lieux de la mairie :

Du vendredi 08 novembre 2013 au
lundi 09 décembre 2013 inclus.

Les dossiers d'enquête et le registre
dans lesquels le public pourra consigner
ses observations seront tenus à la dispo-
sition du public aux horaires habituels
d'ouverture de la mairie (sauf jours fériés)
soit :

Lundi de 13h30 à 17h00/ Mardi,
Mercredi et Vendredi de 10h00 à 12h00
et de 13h30 à 17h00/ Jeudi de 13h30 à
18h00/Samedi de 10h00 à 12h00.

Le commissaire enquêteur recevra :
Le mardi 12 novembre de 14 heures à
17 heures

Le samedi 23 novembre de 10 heures
à midi

Le mercredi 27 novembre de 14
heures à 17 heures

Le samedi 07 décembre de 10 heures
à midi

Pendant la durée de l'enquête, le
public pourra prendre connaissance des
documents du projet de PLU et consigner
éventuellement ses observations sur le
registre d'enquête déposé en mairie de
Châteaufort ou les adresser au commis-
saire enquêteur en mairie Châteaufort
par écrit ou par voie électronique
(accus@maire-chateaufort78.fr).

A l'issue de l'enquête, le rapport et les
conclusions du commissaire enquêteur
pourront être consultés en mairie de
Châteaufort aux heures habituelles d'ou-
verture du secrétariat pendant 1 an.

Le projet de PLU, éventuellement
modifié, sera approuvé par délibération
du Conseil municipal.

Le Maire
Patrice Pannotier

01 39 20 15 78

Commune de

Saint-Rémy-lès-Chevreuse

APPROBATION

de la modification du PLU

concernant la zone 2N

Approbation de la modification du Plan
Local d'Urbanisme, concernant la seule
Zone 2N suite à l'annulation partielle par
le Tribunal Administratif de Versailles en
date du 15 juin 2012.

Par délibération en date du 30 sep-
tembre 2013, le Conseil municipal de la
commune de Saint-Rémy-lès-Chevreuse
(78470) a approuvé à l'unanimité la mo-
dification du PLU concernant la zone 2N,
suite à l'annulation partielle par le
Tribunal Administratif de Versailles en
date du 15 juin 2012.

Cette délibération, envoyée en sous-
préfecture le 04 octobre 2013, est consi-
dérable sur les panneaux d'affichage exté-
rieurs ainsi qu'au service urbanisme aux
horaires habituels d'ouverture.

Commune de

LA CELLE-LES-BORDES

ELABORATION DU PLU ET DEFINITION DES MODALITES DE CONCERTATION AVEC LA POPULATION

Par délibération en date du 14 octobre
2013, le Conseil municipal de La Celle-
les-Bordes a prescrit l'élaboration d'un
Plan Local d'Urbanisme et défini les
modalités de concertation suivantes avec
la population : La concertation prévue à
l'article 1, 12-6 et 1300-2 du code de l'ur-
banisme associant pendant toute la
durée de l'élaboration du projet, les habi-
tants, les associations locales et les
autres personnes concernées revêtira la
forme suivante :

- affichage de la délibération ;
- édition d'un bulletin municipal com-
portant un dossier spécial PLU diffusé à
l'ensemble de la population ;

- exposition publique ;
- dossier consultable en mairie et sur
le site web communal avec téléchargement
des documents prêts à diffusion.

Cette concertation se déroulera pen-
dant toute la durée des études néces-
saires à la mise au point du projet de
PLU.

A l'issue de cette concertation,
Monsieur le Maire en présentera le bilan
au Conseil Municipal qui en délibérera et
approuvera le projet de PLU.

Cette délibération peut être consultée
à la mairie.

Avis administratifs

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
COMMUNE DE TRAPPES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC
D'UNE PARTIE DU PARKING SITUÉ À L'ANGLE DE L'AVENUE SALVADOR
ALLENDE ET DE LA RUE PAUL VERLAINE SUR LA COMMUNE DE TRAPPES

Par arrêté en date du 8 octobre 2013, Monsieur le Président de la Communauté
d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines a ordonné l'ouverture de l'enquête
publique d'une durée de 15 jours pleins et consécutifs à compter du mardi 9
novembre 2013 jusqu'au jeudi 21 novembre 2013 portant sur :

- le déclassement du domaine public communal d'une partie du parking
public situé à l'angle de l'avenue Salvador Allende et de la rue Paul Verlaine sur
la commune de Trappes, cadastré section AH n°48 d'une surface d'environ 70 m²,

Le déclassement est préalable à la cession du lot d'activités dénommé « RPM1 » de
la ZAC Adossat sur la commune de Trappes. En effet, dans le cadre des dévelop-
pements immobiliers de la ZAC, la Communauté d'agglomération est propriétaire du lot
d'activités dénommé « RPM1 » situé à l'angle de l'avenue Salvador Allende et de la rue
Paul Verlaine. Elle souhaite le vendre à deux promoteurs immobiliers privés.

Il supporte actuellement un parking public de 51 places de stationnement. Bien que
le parking soit maintenu à terme, une partie du terrain (70 m² soit 4 places de station-
nement) doit être intégrée dans le périmètre des futurs projets immobiliers. Or,
cette partie classée aujourd'hui dans le domaine public communal ne peut pas
être aliénée sans avoir fait au préalable l'objet d'une désaffectation puis d'une décision
de déclassement du domaine public.

Conformément à l'article L. 141.3 et suivants du code de la voirie routière, le décla-
sement du domaine public doit être précédé d'une enquête publique dans la mesure
où :

- Il a pour conséquence la non-affectation totale du parking à la circulation générale.

En effet, quatre places de stationnement sont touchées par les projets immobiliers.
Les droits d'accès des riverains sont remis en cause (restriction d'accès liée à la
diminution du nombre de places de stationnement dans le cas d'espèce (4 places sup-
primées)).

Monsieur CLERC Alain est nommé commissaire enquêteur titulaire au titre de l'ar-
rêté susvisé et procédera en cette qualité conformément aux dispositions ci-dessus
prescrites. Monsieur EPPE Jean est nommé commissaire enquêteur suppléant.

Le dossier d'enquête publique (pièces du dossier et registre d'enquête à
feuillets non numérotés) sera déposé et mis à la disposition du public en mairie de
Trappes (siège de l'enquête publique) du mardi 9 novembre 2013 au jeudi 21
novembre 2013 inclus, aux jours et heures suivants :

Le lundi de 14 h à 18h30.

Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Toute personne pourra en prendre connaissance et consigner éventuellement ses
observations sur le registre d'enquête ou les envoyer par écrit au commissaire en-
quêteur ou à la Communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : 1, rue Eugène Henali,
BP 118 - 78190 Trappes, pendant toute la durée de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur tiendra des permanences et recevra en mairie de
Trappes (siège de l'enquête publique) :

Le mardi 5 novembre 2013 matin de 09h à 12h.

Le lundi 11 novembre 2013 après-midi de 15h à 18h30.

Le jeudi 21 novembre 2013 après-midi de 14 h à 17 h.

A l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, le commissaire constatant ses
observations sur le registre d'enquête, il établit dans les 8 jours, un procès-verbal de clôture
de l'enquête publique annoté des remarques faites par les personnes intéressées, qu'il
adressera à la Communauté d'agglomération. Cette dernière pourra dans les 15 jours
à compter de sa réception, produire un mémoire en réponse.

Le commissaire enquêteur transmettra dans le délai de 30 jours le dossier complet
avec son rapport et ses conclusions motivées au Président de la Communauté d'ag-
glomération. Le rapport sera consultable au siège de la Communauté d'agglomération
aux jours et heures habituels d'ouverture, pendant la durée d'un an.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication dans les conditions pré-
vues au titre 1er de la loi du 17 juillet 1978, du rapport et des conclusions motivées du
commissaire enquêteur, auprès du Président de la Communauté d'agglomération de
Saint-Quentin-en-Yvelines, Direction foncière/ADS, 1, rue Eugène Henali, ZA du
Buisson de la Coude, 78192 Trappes (tél. : 01 99 44 80 80 - Fax : 01 99 57 12 64).

Le présent avis sera affiché au moins 15 jours avant le début de l'enquête et pen-
dant toute la durée de celle-ci, sur le panneau public et sur les panneaux d'information
de la commune de Trappes et de la Communauté d'agglomération. Il sera en outre noti-
fié aux propriétaires des parcelles comprises en tout ou partie dans l'emprise du projet
sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

L'avis d'enquête sera également publié dans deux journaux du Département 8 jours
avant le début de l'enquête publique.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à en-
quête publique.

A l'issue de l'enquête publique, la Communauté d'agglomération par délibération
prononcera le déclassement d'une partie du terrain.

La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, personne morale de
droit public, est responsable pour toute décision relative au déclassement d'une partie
du parking public et notamment pour conduire la présente enquête publique.

PRÉFECTURE DES YVELINES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

INSTALLATIONS

CLASSES

POUR LA PROTECTION

DE L'ENVIRONNEMENT

Par arrêté n°2013289-0001 du 16
octobre 2013, le Préfet des YVELINES a
imposé à la société LOGICOR 1, dont le
siège social est situé 10, rue du Colisée à
PARIS (75008), des prescriptions com-
plémentaires, concernant les installa-
tions situées à TRAPPES, 2-6, rue Enrico
Fermi, relatives à la modification de la
nature des produits stockés et du fonc-
tionnement des installations, et acté le
changement d'exploitant.

Copie de cet arrêté est déposée aux
archives de la mairie de TRAPPES, ainsi
qu'à la préfecture où toute personne inté-
ressée pourra en prendre connaissance.

ANNONCES LEGALES ET JUDICIAIRES

MEDIALEX
Annonces légales et judiciaires

Transmettez-nous toutes vos annonces
légales et judiciaires (Vie de Société, Fonds
de commerce, Enquêtes Publiques, Marchés
Publics, Avis d'attribution, Publications
Judiciaires, Ventes Judiciaires, autres an-
nonces légales) par 4 moyens au choix :

par Internet : www.medialex.fr
par e-mail : annonceslegales@medialex.fr
par fax : 0 820 309 009 (0,12€ TTC/mn)
par courrier : BP 51579 -
35515 Cesson Sévigné Cedex

Pour toute information complémentaire,
contactez-nous au 02 99 32 50 43

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2013 pour la publication des annuaires judiciaires et légaux par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 78 (544 €) - 75 (548 €) - 77 (511 €) - 78 (543 €) - 91 (511 €) - 93 (548 €) - 94 (548 €) - 95 (533 €) 10 (511 €) à la ligne diffusée par l'annuaire judiciaire du 31 décembre 2013.

Avis divers

MAIRIE D'ABLYS

AVIS AU PUBLIC

Par délibération du 09 octobre 2013, le Conseil Municipal a décidé de lancer une procédure de modification simplifiée du Plan d'Occupation des Sols.

Le projet de modification simplifiée du P.O.S. porte sur le classement du terrain destiné à recevoir la future maison de retraite, en zone UG du P.O.S. ainsi que sur une rectification de l'artère V. Dispositions applicables aux équipements publics d'intérêt général. Titre I - Dispositions Générales - du règlement du P.O.S.

Ce projet de modification simplifiée du Plan d'Occupation des Sols et l'exposé de ses motifs sont portés à la connaissance du public en Mairie d'Ablis, du 20 novembre au 21 décembre 2013 inclus, aux jours et heures habituelles d'ouverture. Les observations pourront être formulées sur un registre.

Marchés publics
Le Parisien est à votre service
Efficacité - Rapidité
Conseil - Proximité

☎ Renseignements : 01 40 10 61 61
e-mail : merchepublics@leparisien.fr
ou sur le site leparisien.fr/avis-annonces

Enquêtes publiques

AVIS AU PUBLIC

COMMUNE DE CONFLANS-SAINT-HONORINE

Enquête publique sur le projet d'Alise de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine et les modifications du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n°20130859 en date du 5 novembre 2013, le Maire de Conflans-Sainte-Honorine a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet d'Alise de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine et les modifications du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur Roger LEHMANN, en qualité de commissaire-enquêteur titulaire et Monsieur Gilles COMTEZ, en qualité de commissaire-enquêteur suppléant, ont été désignés par le Président du Tribunal Administratif de Versailles.

L'enquête se déroulera à la Mairie, du mardi 26 novembre 2013 au vendredi 10 janvier 2014 inclus, aux jours et heures habituelles d'ouverture.

M. le commissaire-enquêteur recevra en Mairie les :
- Jeudi 5 décembre 2013 de 14h00 à 17h00
- Vendredi 20 décembre 2013 de 14h00 à 17h00
- Samedi 28 décembre 2013 de 9h00 à 12h00
- Vendredi 10 janvier 2014 de 9h00 à 12h00.

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur le projet d'Alise de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine et les modifications du Plan Local d'Urbanisme pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés en Mairie. Elles peuvent également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés en Mairie à l'issue de l'enquête.

Le Sénateur-Maire,

COMMUNE DE CHATEAUFORT

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n°2013-05, en date du 18 octobre 2013, le Maire du Châteaufort a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteaufort.

A cet effet le Président du Tribunal Administratif de Versailles a nommé Monsieur Jean-Pierre LENTIGNAC, Ingénieur, commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Maurice BLOCH, Géomètre Expert Foncier DPLG IER, enquêteur suppléant.

L'enquête se déroulera dans les locaux de la mairie : Du vendredi 08 novembre 2013 au lundi 09 décembre 2013 inclus.

Les dossiers d'enquête et le registre dans lesquels le public pourra consigner ses observations seront tenus à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture de la mairie (sauf jours fériés) :
- Lundi de 13h30 à 17h00/ Mardi, Mercredi et Vendredi de 10h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00/ Jeudi de 13h30 à 18h00/Samedi de 10h00 à 12h00.

Le commissaire enquêteur recevra les :
- mardi 19 novembre de 14h à 17h
- samedi 23 novembre de 10h à midi
- mercredi 27 novembre de 14h à 17h
- Le samedi 07 décembre de 10h à midi

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consulter les documents du projet de PLU et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie de Châteaufort ou les adresser au Commissaire-Enquêteur en mairie Châteaufort par écrit ou par voie électronique (joeu@chateaufort78.fr).

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur pourront être consultés en mairie de Châteaufort aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat pendant 1 an. Le projet de PLU, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Le Maire : Patrice Penneret

Enquêtes publiques
Le Parisien est à votre service
Efficacité - Rapidité
Conseil - Proximité

☎ Renseignements : 01 40 10 61 61
e-mail : merchepublics@leparisien.fr
ou sur le site leparisien.fr/avis-annonces

TRIBUNAL DE COMMERCE DE VERSAILLES
6 rue André Mornet - 78000 Versailles

Affaire: ESPRIT PARTENAIRE. Adresse: 21 rue d'Hermonville 78100 Saint-Germain-en-Laye. Activité: prestations de services pour les entreprises et les particuliers. N° de Registre du Commerce: 520 476 649. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire désignant administrateur Me Michel François 10 Allée Pierre de Coubertin 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: R.B. Adresse: 21 Rue Pablo Picasso Bât 4 78000 Saint-Rémy. Activité: travaux de peinture intérieure et extérieure. N° de Registre du Commerce: 754 067 545. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Samzun Philippe 2 Passage Roche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: CARBAJO BUSTO NEE ODDUL. Adresse: 38 Avenue Jean Jaurès 93350 Juvigny-en-Josas. Activité: Café Bar Brasserie Restaurant. N° de Registre du Commerce: 826 826 810. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire désignant administrateur Me Michel François 10 Allée Pierre de Coubertin 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: LE PINNETON. Adresse: 102 Route de Houssin 78711 Marthe la Vile. Activité: boulangerie, pâtisserie, confiserie. N° de Registre du Commerce: 520 869 852. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire désignant administrateur Me Michel François 10 Allée Pierre de Coubertin 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: LA HALLE DU DOMAINE DE LA VALLEE. Adresse: 11 Rue Georges Brassens Centre Commercial de la Vallée 78711 Marthe la Vile. Activité: distribution de produits alimentaires. N° de Registre du Commerce: 400 906 971. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELAFIL Snc prise en la personne de Me Chevalier De Dalmay 20 Rue de l'Europe 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: AUTO PIECES MEZY. Adresse: 12519 Avenue de Chateaufort 78250 Maury-sur-Seine. Activité: commercialisation de pièces détachées pour véhicules automobiles légers. N° de Registre du Commerce: 488 102 179. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Rogeau Cosme 26 Rue Hoche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: C'CLINE SERVICES. Adresse: 11/11 B Avenue de l'Europe 78140 Velizy Villacoublay. Activité: nettoyage des locaux commerciaux industriels et particuliers. N° de Registre du Commerce: 504 540 566. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Rogeau Cosme 26 Rue Hoche 78000 Versailles.

Affaire: ARC EN CIEL BATIMENT. Adresse: Chemin des Arches Zone Artisanale des Arches 78000 Epône. Activité: bâtiment tous corps d'état. N° de Registre du Commerce: 526 932 717. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Rogeau Cosme 26 Rue Hoche 78000 Versailles.

Affaire: MM MULTISERVICES. Adresse: 26 Avenue du 19 Mars 1803 78370 Plaisir. Activité: nettoyage et entretien de tous locaux. N° de Registre du Commerce: 511 995 349. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Samzun Philippe 2 Passage Roche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: DEP'ELC. Adresse: 35 Rue des Chantiers 78000 Versailles. Activité: fabrication achat vente location réfection maintenance de toutes installations électriques achat vente location de tous matériels et fournitures s'y rapportant. N° de Registre du Commerce: 344 739 563. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: HEAVY QUALITY ZONE. Adresse: 9 Passage Saint-Pierre 78000 Versailles. Activité: la vente d'articles textiles, d'accessoires divers, articles de maroquinerie. N° de Registre du Commerce: 535 329 924. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Rogeau Cosme 26 Rue Hoche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: AD.S.H. Adresse: Impasse Duranton 78550 Houdan. Activité: tous travaux de restauration de véhicules anciens. N° de Registre du Commerce: 521 539 785. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire désignant mandataire judiciaire Me Samzun Philippe 2 Passage Roche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: PI ARE 2. DIAGNOSTIC. Adresse: 18 Rue de Brehat 78180 Montigny Le Bretonneux. Activité: diagnostic immobilier. N° de Registre du Commerce: 532 207 660. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELAFIL Snc prise en la personne de Me Chevalier De Dalmay 20 Rue de l'Europe 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: BINOTICH. Adresse: 16 Bis Rue Blaise Pascal 78000 Houilles. Activité: vente de biens électroniques et de quincaillerie. N° de Registre du Commerce: 514 843 317. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELAFIL Snc prise en la personne de Me Chevalier De Dalmay 20 Rue de l'Europe 78000 Versailles.

Affaire: SAGIR PARTICIPATIONS. Adresse: 5 Rue des Coteaux Zone Industrielle 78200 Buchelay. Activité: holding de participations. N° de Registre du Commerce: 481 702 122. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: BP SECURITE PRIVEE. Adresse: 21 Avenue de la Gare 78310 Cognères. Activité: surveillance et gardiennage. N° de Registre du Commerce: 503 556 572. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: LEMOS DOS SANTOS Domingos. Adresse: 31 des Courcous 78570 Andresy. Activité: couverture. N° de Registre des Métiers: 380 701 920. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour extinction du passif.

Affaire: S.E.P.A. (SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARC ARCADIA). Adresse: La Vél Joyeux Arcadia Park R011 78450 Villepreux. Activité: location de terrain et autres biens immobiliers. N° de Registre du Commerce: 532 481 016. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Samzun Philippe 2 Passage Roche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: AG LEASE. Adresse: 20bis Rue des Platanes 78600 Saint-Nom la Breche. Activité: la location de véhicules de moins de moins de 3,5 tonnes. N° de Registre du Commerce: 481 161 925. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: SOSO. Adresse: 40 Grande Rue 78440 Porcheville. Activité: alimentation générale. N° de Registre du Commerce: 780 400 513. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Samzun Philippe 2 Passage Roche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: PHONE COPY. Adresse: 178 Rue Pierre Bonnard Centre Commercial Mantes 2 78200 Mantes la Jolie. Activité: vente et réparation portable et ordinateur. N° de Registre du Commerce: 509 949 313. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: NOIRNET 03. Adresse: 80 Rue Nationale 78710 Rosny-sur-Seine. Activité: nettoyage auprès des entreprises et des particuliers. N° de Registre du Commerce: 515 364 885. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 05 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: L'ESPACE D'UN TEMPS. Adresse: 19 Rue Pierre Duru 78370 Plaisir. Activité: café, brasserie restaurant. N° de Registre du Commerce: 402 164 660. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant l'interdiction prévue à l'article L. 653-6 du code de commerce à l'encontre de Monsieur Samuel JULI, pour une durée de 3 ans.

Affaire: B.M.G. Adresse: 6 Route de Guverny 78711 Marthe la Vile. Activité: maçonnerie générale, béton armé, tous corps d'état, carrelage et faïences, rénovation fermes anciennes et bâtiments, charpente, couverture, électricité générale, plomberie et chauffage, peinture et décoration, revêtement, construction hangars et tous travaux industriels. N° de Registre du Commerce: 503 108 946. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: CAPRICES DE FLEURS. Adresse: 21 Rue du 11 Novembre 78000 Les Essarts le Roi. Activité: commerce de fleurs plantes décoration antiquités Brocarts meubles anciens. N° de Registre du Commerce: 391 046 340. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: VENISE. Adresse: 65 Boulevard Carnot 78110 Le Vesinet. Activité: pizzas, sandwiches et restauration rapide à emporter ou à livrer. N° de Registre du Commerce: 510 659 980. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: AG LEASE. Adresse: 20bis Rue des Platanes 78600 Saint-Nom la Breche. Activité: la location de véhicules de moins de moins de 3,5 tonnes. N° de Registre du Commerce: 481 161 925. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: SOSO. Adresse: 40 Grande Rue 78440 Porcheville. Activité: alimentation générale. N° de Registre du Commerce: 780 400 513. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Samzun Philippe 2 Passage Roche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: ELZOH. Adresse: 5 Rue de Nuisement 78730 Saint-Arnoult-en-Yvelines. Activité: formation conseil vente de matériel. N° de Registre du Commerce: 512 591 603. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: INSTALLATION ELECTRIQUE ET MAINTENANCE N-GELEC. Adresse: 9 Rue du Renouveau 78700 Conflans Sainte-Honorine. Activité: travaux d'électricité. N° de Registre du Commerce: 403 365 422. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire désignant administrateur Me Pignat Patrick 2 Rue de Mary le Roi 78150 La Chesnay avec les pouvoirs : d'assister l'entreprise, mandataire judiciaire Me Rogeau Cosme 26 Rue Hoche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: B.M.G. Adresse: 6 Route de Guverny 78711 Marthe la Vile. Activité: maçonnerie générale, béton armé, tous corps d'état, carrelage et faïences, rénovation fermes anciennes et bâtiments, charpente, couverture, électricité générale, plomberie et chauffage, peinture et décoration, revêtement, construction hangars et tous travaux industriels. N° de Registre du Commerce: 503 108 946. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: VENISE. Adresse: 65 Boulevard Carnot 78110 Le Vesinet. Activité: pizzas, sandwiches et restauration rapide à emporter ou à livrer. N° de Registre du Commerce: 510 659 980. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: AG LEASE. Adresse: 20bis Rue des Platanes 78600 Saint-Nom la Breche. Activité: la location de véhicules de moins de moins de 3,5 tonnes. N° de Registre du Commerce: 481 161 925. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: SOSO. Adresse: 40 Grande Rue 78440 Porcheville. Activité: alimentation générale. N° de Registre du Commerce: 780 400 513. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Samzun Philippe 2 Passage Roche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Affaire: AG LEASE. Adresse: 20bis Rue des Platanes 78600 Saint-Nom la Breche. Activité: la location de véhicules de moins de moins de 3,5 tonnes. N° de Registre du Commerce: 481 161 925. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

Affaire: SOSO. Adresse: 40 Grande Rue 78440 Porcheville. Activité: alimentation générale. N° de Registre du Commerce: 780 400 513. Jugement du tribunal de commerce de Versailles en date du 07 novembre 2013: Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Samzun Philippe 2 Passage Roche 78000 Versailles. Les déclarations de créances sont à déposer au liquidateur dans les deux mois de la publication au BODACC.

Le Greffier
SCP C. SCHMITZ et
J.P. TEBLOUL

La souplesse
d'un quotidien
leader
en Ile-de-France
et Oise

Avis de marchés publics

Procédure adaptée article 28
Marchés inférieurs à 25 000 € HT

ARTISANS, CHEFS D'ENTREPRISES

Cette rubrique est faite pour vous.

Consultez les marchés publics à 25 000 €
des collectivités, établissements publics
et administrations de votre région.
Vous les retrouverez également sur le site
ouestmarches.com

Avis de Marchés Publics

Procédure adaptée article 28
Marchés inférieurs à 90 000 € HT

Commune de BOIS D'ARCY

Prestations de traiteurs, vœux du Maire 2014

Procédure adaptée

Département de publication : 78 Yvelines.
Nom et adresse officielle de l'organisme acheteur : Ville de BOIS D'ARCY, 2, avenue Paul Violent Courcouronnes, 78390 BOIS D'ARCY. Tél. 01 30 45 83 01.
Objet du marché : prestations de traiteurs, vœux du Maire 2014.
Type d'avis : avis d'appel public et concurrence.
Type de procédure : procédure adaptée.
Catégorie : service.
Lots :
Lot 1 : soirée VIP (environ 450 personnes en cocktail).
Lot 2 : soirée du personnel (environ 220 personnes apéritifs + 200 repas servis à table).
Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : voir le règlement de la consultation.
Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : dispositions des articles 86 à 111 du code des marchés publics. Le paiement s'effectuera par virement administratif dans les délais légaux. Bonnes inscriptions au budget communal.
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
- Valeur technique (60 %)
- Prix (40 %).
Support(s) de publication : <http://bois-darcy.e-marchespublics.com>
<http://www.e-marchespublics.com>
Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur de la Ville.
Date et heure limite de dépôt : offre : 9 décembre 2013 à 12 h.

Adjudications immobilières

SCP H & A

Avocats au Barreau de VERSAILLES
53, boulevard de la Reine 78000 VERSAILLES
Tél. 01.39.50.01.85

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

EN UN SEUL LOT

Au plus offrant et dernier enchérisseur à l'expiration du temps réglementaire (90 secondes sans nouvelle enchère)
A SENLISSE (Yvelines)

12, route des Essarts, lieu-dit « Cimetière aux Brebis », cadastré section B numéro 494 pour une contenance de 01ha 66a 47ca et lieu-dit « La Cimetière aux Brebis et les 18 arpents », cadastré section B numéro 450 pour une contenance de 07 ha 04 a et 27 ca.

Superficie habitable : 82,03 m².
Parcelle B 494 un hangar et un atelier.
Une partie du hangar a été aménagée en un appartement construit sur deux niveaux.
Parcelle B 450 un terrain.
Les lieux sont occupés.

L'ADJUDICATION AURA LIEU
LE MARDI 19 DÉCEMBRE 2013 À 15 HEURES

Au Palais de Justice de Versailles
5, place André Mignot

Au-delà de cette date tout candidat intéressé aura 10 jours pour porter une soumission de 10% du prix estimé.
NOTA : On ne peut enchérir que par le ministère d'un Avocat inscrit au Barreau de Versailles.

Se munir de documents justifiant de l'état civil et du régime matrimonial, le cas échéant.

MISE À PRIX : 85.000 €

Pour enchérir, une consignation préalable est obligatoire, en un chèque de 10 000 € devant être libéré à l'ordre de Monsieur le Bâtimentier adjudicataire de l'ordre des Avocats de Versailles dont le montant est fixé à 10% de la mise à prix, soit 8 500 €, outre une somme pour faire face aux frais et émoluments dont le montant sera indiqué par l'Avocat chargé de porter les enchères.

Il peut être pris connaissance, par tout amateur éventuel du cahier des conditions de la vente, qui peut être consulté :

- Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES, 5, place André Mignot, VERSAILLES, porte 174.

- Au Cabinet de la SCP H & A - Tél. 01.39.50.01.85.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
Lundi 9 décembre 2013 de 11h00 à 13h00
Jeudi 12 décembre 2013 de 13h00 à 15h00
Par l'étude de Thuisser - SEL A.T.I. - Tél. 01.72.71.83.80.

Adjudications immobilières

SELARL MAYET ET PERRAULT

Maître François PERRAULT

Avocat à la Cour de Versailles
18, rue André Chénier - 78000 VERSAILLES - Tél. 01 39 20 38 90

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

SUR SURENCHÈRE

Au plus offrant - Et dernier enchérisseur
EN UN SEUL LOT :

MAULE (Yvelines)

8, rue Poncet

Une propriété consistant en une maison d'habitation de sept pièces principales, deux parcelles de terrain et un bâtiment à usage de garage.

L'adjudication aura lieu le mercredi 18 décembre 2013 à 9 heures, par devant le Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES, siègeant dite ville, 5, place André Mignot.

Les lieux sont occupés.

MISE À PRIX : 814.000 euros

(huit cent quatorze mille euros)

NOTA : on ne peut enchérir que par le ministère d'un avocat inscrit au Barreau de Versailles.

Pour les visites : s'adresser à la SCP BARIANI BLANCHET, Huissiers de Justice associés à Versailles au 01.39.50.02.77.

5 décembre 2013 de 10h30 à 11h30
12 décembre 2013 de 14h00 à 16h00

Fait et rédigé à VERSAILLES, le 7 novembre 2013 par l'avocat soussigné : Maître François PERRAULT, Avocat.

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES (porte 174) ou au cabinet de l'avocat du requérant à la vente.

Cabinet de M^e Jean-Pierre TOFANI

Avocat à la Cour
5, rue Maurice 78000 VERSAILLES
Tél. 01.39.02.31.35 - ventes@tofaninet.fr

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

au plus offrant et dernier enchérisseur

A CROISSY-SUR-SEINE (78)

UNE PROPRIÉTÉ BÂTIE

20, rue Charles Belmont

MISE À PRIX : 1.507.000,00 €

L'adjudication aura lieu le mercredi 18 décembre 2013 à 9 heures à l'Audience du Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES, Palais de Justice, 5, place André Mignot à VERSAILLES (Yvelines).

Le cahier des charges comprenant les conditions de vente de l'immeuble peut être consulté au Greffe du Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES (Porte 174) et au Cabinet de la SCP COURTAIGNE FLICHTY DASTÈ & ASSOCIÉS, Avocats, 4, place Hoche 78000 VERSAILLES - Tél. 01.39.50.02.28

SELARL MAYET ET PERRAULT

Maître François PERRAULT

Avocat à la Cour de Versailles

18, rue André Chénier 78000 Versailles
Tél. 01.39.20.38.90

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

SUR LICITATION

Au plus offrant et dernier enchérisseur

EN UN SEUL LOT

COIGNIÈRES (Yvelines)

31, rue du Marais-Saint-Denis

Une maison d'habitation composée :

- d'un sous-sol complet aménagé

- d'un rez-de-chaussée rénové comprenant :

entrée, cuisine, salle à manger, salon, deux chambres, salle de bains, wc,

- grenier au-dessus.

L'ensemble cadastré section AL n°33 pour une contenance de 10 a 83 ca.

Les lieux sont occupés.

MISE À PRIX : 189.000 euros

(cent quatre-vingt-neuf mille euros)

avec faculté de baisse d'un quart à défaut d'enchères

NOTA : on ne peut enchérir que par le ministère d'un avocat inscrit au Barreau de Versailles.

Pour les visites : s'adresser à la SCP BARIANI BLANCHET, Huissiers de Justice associés à Versailles au 01.39.50.02.77.

Fait et rédigé à VERSAILLES, le 7 novembre 2013 par l'avocat soussigné : Maître François PERRAULT, Avocat.

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES (porte 174) ou au cabinet de l'avocat du requérant à la vente.

La mise en vente sera annoncée par un avis de vente publié dans le Journal Officiel de la République Française le 18 décembre 2013 et dans le Journal Officiel de la République Française le 19 décembre 2013.

Les annonces sont informées que, conformément au décret n° 2011-1547 du 30 décembre 2011, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concurrencés et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.achatslegaux.fr.

Avis administratifs

APPEL DE CANDIDATURES DE LA SAFER

ILE-DE-FRANCE

RECTIFICATIF ET COMPLÉMENTAIRE à l'avis publié le 16 octobre 2013
Articles L.141.3 et R.142.3 du Code Rural
La SAFER Ile-de-France se propose de réaffecter ou d'échanger ou de louer les biens fonciers ci-dessous désignés :
Département des YVELINES (78)
Commune de LEVIGNY-SUR-ORNON - 4ha 64a 4ca
Parcelles cadastrées : Bois de la Roche - A-228(1) - Les Méliers - B-1492(68) et non pas la parcelle B 1492(69)
et
Yvette Harreau - B-1923(164)
Vignes et bois classés en zone N et A du Plan Local d'Urbanisme.
Ces parcelles font partie d'un ensemble foncier indivis, d'une superficie totale de 60ha 37a 77ca sur les communes des ESSARTS-LE-ROI, LEVIGNY-SUR-ORNON et LE MESNIL-SAINT-DENIS ; leur achat ne pourra être dissocié de l'achat de l'ensemble de la propriété.
Les personnes intéressées pourront obtenir toutes informations utiles auprès de la SAFER, elles sont priées de déposer leur candidature par écrit au plus tard le 30/11/2013. Passé cette date, les demandes ne seront plus prises en considération.

SAFER Ile-de-France 18, rue d'Anjou - 75008 PARIS
Tél. : 01 42 85 28 42 - Fax : 01 42 85 09 50
Cet avis ne saurait en aucun cas être considéré comme un engagement de la SAFER à l'égard des candidats.
Le présent appel de candidatures est réalisé en raison d'erreurs de saisie intervenues dans la parution dans le Journal du 16 octobre 2013.

Commune de Chénay

AVIS

D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Mise en compatibilité
du Plan Local d'Urbanisme
Déclaration de projet
du Centre Jean XXIII

Il sera procédé le 12 novembre au 13 décembre 2013 inclus, à une enquête publique sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme en lien avec une déclaration de projet : réaménagement du Centre Jean XXIII situé 10, avenue Dufour.
Par décision du 18 septembre 2013, le préfet des Yvelines a décidé que le dossier n'était pas soumis à évaluation environnementale.
Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance du dossier et inscrire ses observations sur le registre ouvert à cet effet à la mairie de Chénay, service urbanisme, aux heures suivantes : les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 h 30 à 17 h, les mardis de 8 h 30 à 19 h et les samedis de 9 h à 12 h.

Le dossier sera également consultable sur le site Internet www.luchateau.fr. Les observations pourront également être adressées par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse de la mairie.
Monsieur Jean-Philippe PORTE, géomètre expert local, est désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il recevra en mairie, le 12 novembre, de 16 h à 19 h, le 19 novembre de 9 h à 12 h, le 7 décembre de 9 h à 12 h, le 13 décembre de 14 h à 17 h.

Monsieur Michel RIQUÉ, chef de projets industriels, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.
A l'issue de la procédure, le Conseil municipal de Chénay se prononcera sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, en mairie-service urbanisme, dès réception et pendant un minimum d'un an.
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés en mairie de Chénay ou aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat pendant 1 an.
Le projet de PLU, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

ANNONCES LEGALES ET JUDICIAIRES

MEDIALEX
Annonces Légales & Judiciaires

Transmettez-nous toutes vos annonces légales et judiciaires (Vie de Société, Fonds de commerce, Brevets, Marques, Marchés Publics, Ais d'attribution, Publications Judiciaires, Ventes Judiciaires, autres annonces légales) par 4 moyens au choix :

par Internet : www.medialex.fr
par e-mail : annonces.legales@medialex.fr
par fax : 0 820 309 009 (0124 TTC/mn)
par courrier : BP 51579

35515 Cesson Sévigné Cedex

Pour toute information complémentaire, contactez-nous au 02 99 52 50 43

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMMUNE DE CHATEAUFORT

Enquête publique

relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n°2013-05 en date du 18 octobre 2013, le maire de Châteaufort a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châteaufort.

A cet effet le Président du Tribunal Administratif de VERSAILLES a nommé Monsieur Jean-Pierre LENTIGNAC, ingénieur, commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Maurice BLOCH, Géomètre Expert Foncier DPLG ER, enquêteur suppléant.

L'enquête se déroulera dans les locaux de la mairie :

Du vendredi 08 novembre 2013 au lundi 09 décembre 2013 inclus.

Les dossiers d'enquête et le registre dans lesquels le public pourra consigner ses observations seront tenus à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture de la mairie (sauf jours fériés) soit :

Lundi de 13h30 à 17h00 - Mardi

Mercredi de 10h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 - Jeudi de 13h30 à 17h00 - Samedi de 10h00 à 12h00

La commissaire enquêteur recevra :

Le mardi 12 novembre de 14 heures à 17 heures

Le samedi 23 novembre de 10 heures à midi

Le mercredi 27 novembre de 14 heures à 17 heures

Le samedi 30 novembre de 10 heures à midi

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance des documents du projet de PLU et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête déposé en mairie de Châteaufort ou les adresser au commissaire enquêteur en mairie de Châteaufort par écrit ou par voie électronique (accueil@mairie-chateaufort.fr).

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés en mairie de Châteaufort aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat pendant 1 an.

Le projet de PLU, éventuellement modifié, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

Le Maire

Patrice Penetier

Marchés Publics ?
101villes
est habilitée à publier les annonces légales sur le département des Yvelines
Domicile : 101villes, 101 rue de la République, 78000 Versailles
Tél. 02 99 52 50 43
Fax : 02 99 52 50 43
Site : www.101villes.fr